



www.particomunisteduquebec.ca

Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous!

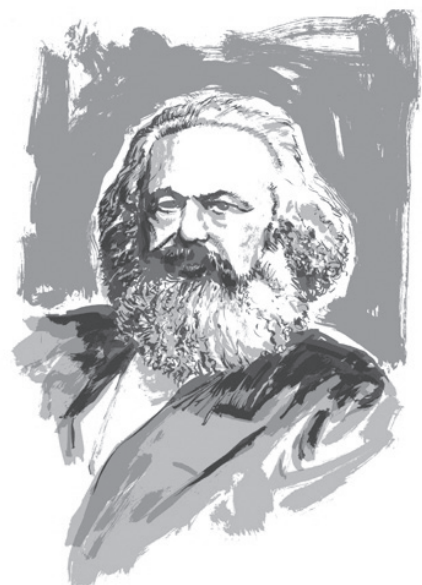
ÉDITORIAL

Le jour de la terre et la classe ouvrière

People's Voice

Célébré la première fois en 1970, le 22 avril est officiellement désigné Jour de la Terre, bien que des milliers d'événements mondiaux connexes ont lieu tout au long du mois. Près d'un demi-siècle plus tard, la menace de catastrophe écologique est devenue de plus en plus grave. Les émissions de carbone ont augmenté rapidement, en apportant ses conséquences de réchauffement planétaire et de changements climatiques, l'élévation du niveau de la mer, les famines, la déforestation et la perte la plus rapide de la diversité des espèces dans l'histoire de notre planète. Les crises écologiques sont un facteur critique dans la propagation des conflits armés dans de nombreux pays, forçant des dizaines de millions de personnes à devenir des réfugié-e-s et des migrant-e-s.

Mais alors que cette crise est presque universellement reconnue, la volonté politique de s'attaquer à la question reste sévèrement limitée par la puissance des monopoles énergétiques transnationaux. Pour verdir leurs mortels antécédents, plusieurs de ces entreprises font des dons à des activités du Jour de la Terre, même si elles résistent à une action sérieuse lors d'événements tels que la Conférence sur



suite page 2

DISONS AU PARLEMENT DE REJETER LE PTP!

10 BONNES RAISONS DE DIRE «NON» AU PARTENARIAT TRANS-PACIFIQUE

Un message du Parti communiste du Canada

Le Partenariat Trans-Pacifique (PTP) a été signé au début de février par 12 pays, dont le Canada. Négocié derrière des portes closes, cet accord garantit les «droits» des investisseurs, au détriment des travailleuses et des travailleurs. Les politicien-e-s et les grands médias affirment que les accords commerciaux « crée des emplois » et stimule les recettes fiscales. Mais sous le capitalisme, les compagnies (canadiennes et étrangères) augmentent les profits en réduisant les emplois, en évitant la surveillance environnementale et en exigeant des baisses d'impôt. Le PTP doit être ratifié par les législatures de tous les pays signataires. Mobilisons-nous maintenant pour dire au Parlement de rejeter le PTP!

Attaque contre la démocratie et de la souveraineté

Les pactes sur les droits des investisseurs comme le PTP limitent gravement la capacité des gouvernements à adopter des

lois et des normes pour protéger les droits des travailleuses et des travailleurs et l'environnement. Le PTP va saper le droit des nations et des peuples à déterminer leurs propres politiques économiques et sociales. Les restrictions imposées à la démocratie et à la souveraineté vont donner un pouvoir illimité aux compagnies transnationales.

Poursuites contre les contribuables pour « bénéfices futurs »

Comme l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), le PTP comporte des dispositions pour régler les litiges entre les investisseurs et l'État qui permettent aux compagnies de poursuivre les gouvernements qui adoptent des législations qui pourraient occasionner une perte de « bénéfices futurs » pour elles. Il y a eu 12 de ce genre de poursuites entreprises contre le Canada de 1995 à 2005, et 23 autres depuis. Le Canada a perdu ou réglé six de ces réclamations en payant un total de 170 millions \$ en dommages-intérêts. Les coûts de ces poursuites pour les contribuables vont

augmenter de façon spectaculaire si le PTP prend effet.

Des coûts de prescription plus élevés Les règles de propriété intellectuelle proposées dans le PTP limiteraient la concurrence des fabricants de médicaments génériques dans l'industrie pharmaceutique. Les patients devront attendre plus longtemps pour des traitements abordables, et le prix des médicaments et des vaccins va monter en flèche.

Élimination d'emplois manufacturiers

Le PTP met au premier plan les profits des compagnies bien avant la création d'emplois et le niveau de vie. Les modifications apportées aux « règles d'origine » réduiront davantage le pourcentage de contenu domestique nécessaire pour qu'un véhicule soit considéré «fabriqué au Canada (ou aux États-Unis) ». Cela va faire disparaître 20 000 emplois dans le secteur de



suite page 3



BÂTISSONS DES COALITIONS, LUTTONS POUR CRÉER UN FRONT COMMUN

Salutations du Comité exécutif central du Parti communiste du Canada à l'occasion du 1^{er} mai.

Le 1er mai 2016 survient dans un environnement où l'impérialisme stagnant cherche à prolonger son existence par la guerre, le nationalisme, le militarisme, le fondamentalisme religieux et le racisme, pour poursuivre son exploitation de la planète et de ses peuples. Les rivalités inter-impérialistes pour la domination du monde aggravent les dangers de guerre et de destruction écologique, au point où la survie de notre espèce est une question concrète et immédiate. L'alternative socialiste, d'abord réalisée dans un État par la victoire de la grande révolution prolétarienne de 1917, n'est plus une question de choix, mais l'essence de la lutte pour l'existence. Les États socialistes qui existent, ou là où se développent des formes de transition vers le socialisme, sont annonciateurs de l'avenir, les ingrédients du salut. Ce sont les paramètres de la lutte mondiale pour la vie, pour la continuité de notre espèce. Au Canada, notre lutte contre un programme d'extrême droite a récemment donné lieu à une défaite électorale des Conservateurs d'Harper. Les Libéraux, un parti capitaliste de droite, ont pu bénéficier de la colère populaire en faisant campagne à gauche contre les Conservateurs qui s'étaient positionnés en tant que le parti d'extrême droite de la guerre, de la destruction de l'environnement, des politiques anti-ouvrières, de l'espionnage de la police, et du sectarisme. Le NPD a aidé les Libéraux en se déplaçant vers la droite et s'aliénant beaucoup d'électrices-eurs qui voulaient du changement.

Qu'est ce qui motive cette volonté de changement? En dépit des rapports presque quotidiens de la création d'emplois, le taux de chômage officiel

est à près de 8%. Quatre-vingt pour cent des emplois créés sont à temps partiel et précaires, et le cinquième de l'ensemble des travailleuses-eurs sont dans des emplois précaires temporaires. Soixante pour cent des chômeuses-eurs ne sont pas admissibles aux prestations d'assurance-emploi qu'ils ont payées, et les femmes gagnent encore environ 30% de moins que les hommes. Pour les travailleuses-eurs, la possibilité d'éducation post-secondaire pour leurs enfants est en train de disparaître. Les salaires ont stagné depuis les années 1970, la tarification est en expansion, et les normes du travail sont largement inappliquées. Sur les 100 communautés les plus pauvres du Canada, 96 sont autochtones. Le désespoir, la faim, l'isolement social et l'inhumanité qui sont actuellement exposés à Attawapiskat ont fait partie de l'existence quotidienne de la majorité des populations autochtones depuis la colonisation. Est-il étonnant que, pour certaines et certains, le suicide semble préférable à être contraint à une vie sans espoir?

Des sections de la classe dirigeante se sont convaincues qu'elles devaient modérer la répression, en raison de leur peur de voir se développer la radicalisation, surtout à gauche, au fur et à mesure que grandit le mécontentement. La baisse du niveau de vie, le racisme institutionnalisé, l'homophobie, la répression de l'État, l'extraction destructrice des ressources sur les territoires autochtones, et une dégradation générale de la démocratie, alimentent le mécontentement et la résistance politique. Ces sections de la classe dirigeante cherchent à contrer et à neutraliser ce mécontentement à travers le nouveau programme libéral, pour créer une nouvelle hégémonie en répondant au désir de changement, du moins en paroles. Elles offrent quelques concessions pour tenter de gagner la

coopération des mouvements syndicaux et de justice sociale en faveur de leurs accords commerciaux comme le PTP et l'AECG, pour leurs ventes d'armes, en faveur de leur agenda militaire en conformité avec l'OTAN, et leur soutien secret pour les crimes des sociétés minières canadiennes commis à l'étranger. Cette situation est dangereuse, car elle pourrait entraîner le mouvement ouvrier dans sa propre chute en tant qu'agent du programme de la bourgeoisie.

Cette volonté de conquérir une nouvelle hégémonie explique les actions du gouvernement libéral telles que nommer plus de femmes au Cabinet fédéral, tenir une enquête sur les milliers de femmes autochtones disparues et assassinées, et engager des négociations de nation à nation. Il y a aussi la promesse d'investissements massifs dans des projets d'infrastructures pour créer des emplois, le retrait de certaines lois anti-syndicales au niveau fédéral, et un assouplissement général des tactiques de répression. Ces décisions sont motivées par la campagne et la pression du public, et en tant que telles, elles devraient être considérées comme des victoires et non des cadeaux. Mais gardez à l'esprit que l'engagement de négocier n'est pas un engagement à résoudre, et la reconnaissance de situation n'est pas un engagement à la corriger. Le poing d'acier de l'État bourgeois peut être couvert d'un gant de velours, mais il est toujours là.

Afin de consolider les gains, les mouvements syndicaux et populaires doivent prendre note de l'exemple du mouvement ouvrier au Québec et déplacer la lutte vers les lieux de travail et dans la rue. Le Front commun du Québec et ses alliés avaient gagné le soutien de la majorité de la population, et faisaient pression sur le gouvernement libéral Couillard avec des protestations massives. Une mobilisation du même ordre est nécessaire partout au Canada, organisée dans une alliance démocratique en front commun des mouvements de justice sociale et autochtones, avec le mouvement ouvrier comme catalyseur. Ces mobilisations permettraient à la classe ouvrière et à ses alliés d'aller au-delà des limites de la social-démocratie et de construire des mouvements de masse pour un changement réel. L'exemple donné par les travailleuses-eurs et les mouvements nationaux démocratiques en Amérique latine, bien qu'attaqués par l'impérialisme, montrent comment les masses populaires unies peuvent résister et faire des gains. Partout dans le monde, en Europe, en Afrique et en Asie, des millions de personnes résistent.

Les travailleuses-eurs canadiens, et celles et ceux autour de la classe ouvrière (toutes celles et ceux qui ne possèdent pas de richesse et n'exploitent les autres pour leur existence), leurs organisations

SUITE JOUR DE LA TERRE

le changement climatique COP21 en décembre dernier. Le résultat à Paris est loin des attentes, sans aucune garantie pour les droits des peuples autochtones, ni aucune protection contre les clauses de règlement des différends investisseurs-État (ISDS) des ententes telles que le Partenariat Trans-Pacifique. Malgré la rhétorique «verte», les intérêts capitalistes et les politiciens pro-austérité restent le principal obstacle qui empêche de mettre les intérêts des gens et de la nature avant les profits privés.

Les intérêts des compagnies, et le capitalisme lui-même, sont incompatibles avec les intérêts de la classe ouvrière et des peuples du monde, qui se mettent de plus en plus en action pour parvenir à la justice environnementale et à la viabilité globale. Nous avons besoin d'un nouveau système, un système qui rejette la logique de l'accumulation capitaliste et du militarisme, et qui promeut à la place le développement équitable et durable en équilibre avec l'environnement. Le mouvement environnemental lui-même exige une vision socialiste et la direction de la classe ouvrière pour pouvoir se diriger vers la transformation radicale de l'économie mondiale, ce qui est si désespérément nécessaire pour sauver notre avenir commun.

démocratiques et sociales, leurs syndicats, leurs mouvements de justice sociale et autochtones, les organisations de femmes, d'étudiantes et d'étudiants, et LGBTIQ, doivent se tourner vers la création de coalitions et lutter pour créer un front commun. Les mouvements populaires vont gagner en substance et en direction une fois saisis de la possibilité d'une alternative réelle, réalisable et nécessaire. L'objectif ultime de cette alternative est le socialisme, dédié aux besoins de la population et façonné selon les intérêts de classe qui le crée. Un parti du socialisme est également nécessaire, et c'est le Parti communiste du Canada. Le PCC est dédié à travailler avec toutes les personnes et tous les mouvements qui veulent se battre pour des réformes et construire la riposte, nous menant toujours plus près de l'émancipation complète.

En cette journée du 1er mai, nous honorons les luttes de la classe ouvrière de tous les pays, et nous nous engageons pour un avenir socialiste d'émancipation, de paix, de prospérité et de justice environnementale.

Clarté

Clarté est publié par New Labour Press Ltd., imprimé à Montréal, Québec.

Volontaires et contributeurs et contributrices :

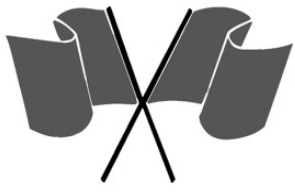
J.Boyden, A. Welsh, S. Hammond, M. Breton Fontaine, S. Archambault, P. Fontaine, K. Cariou, M. Figueroa, B. Sloan, J.P. Fortin.

Commentaires et lettres à l'éditeur :

Clarté vous encourage à nous écrire :
Rédacteur en chef: Robert Luxley
5359 Ave du Parc App. C, Montreal, H2V 4G9
438-338-8890 pcqpc@gmail.com



38^{ième} congrès du PCC



Le 38^{ième} congrès du Parti communiste du Canada aura lieu de 21 au 23 mai 2016, à Toronto.

Le principal travail du congrès sera d'évaluer la situation politique actuelle et la lutte pour la paix, les emplois, la souveraineté, la démocratie et le socialisme au Canada, dans le contexte de la profonde crise économique et sociale mondiale, de la participation continue du Canada aux guerres d'agression de l'OTAN et de l'impérialisme, et de l'inaction continue face aux changements climatiques et à la menace de catastrophe écologique irréversible.

Ce congrès rendra également hommage à l'ancien chef du PCC, Miguel Figueroa, qui a démissionné pour des raisons de santé en Janvier de cette année. Ayant

servi en tant que chef du PCC de 1992 à 2015, le camarade Figueroa a conduit la lutte du PCC pour faire révoquer la législation conservatrice qui avait permis de saisir les biens et le statut du parti en tant que parti politique enregistré, ce qui lui permettait de participer aux élections canadiennes et à la vie politique du pays. Suite à un débat constitutionnel et une campagne qui a duré 10 ans, le parti a pu retrouver son statut légal en 2003. Le camarade Figueroa a joué un rôle de premier plan dans la lutte contre la liquidation du PCC en 1989-1992 et a contribué à refonder le Parti Communiste du Québec après qu'il fut liquidé en 1991. Il a dirigé le PCC à travers 8 campagnes électorales fédérales, et a dirigé les travaux de réécriture du programme du PCC « *Notre avenir au Canada : le socialisme* » en 2001.

Suite PTP

l'automobile au Canada. Des milliers d'autres emplois seront perdus dans le secteur manufacturier. Cet accord favorisera l'exportation de matières premières non transformées, en particulier dans les secteurs forestier et minier, au lieu de créer de nouveaux emplois dans les industries du secteur secondaire à valeur ajoutée.

Attaque contre les producteurs laitiers et la sécurité alimentaire

Le PTP menace les offices de commercialisation et les agricultrices-teurs. Il augmenterait les importations de lait et de produits laitiers américains au détriment de la part de marché des productrices-teurs laitiers canadiens. L'entente permettra des importations de lait provenant de vaches injectées avec l'hormone synthétique de croissance bovine (BGH), développée par Monsanto, la gigantesque société chimique américaine. Les vaches injectées au BGH donnent de grandes quantités de lait au-delà de la normale, mais souffrent de plus de stress, de troubles de santé, et de mort prématurée. Le PTP mettrait fin à l'interdiction du lait-BGH sur les tablettes des épicerie canadiennes, une des nombreuses normes de sécurité



amoincies par cet accord.

Privatisation de l'éducation et des services publics

S'il est pleinement appliqué, le chapitre du PTP sur le commerce transfrontalier engagerait et intensifierait les pressions pour commercialiser et privatiser l'éducation et les services publics. Bien que le PTP exempte les «services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental», cette exemption est trop faible pour protéger les services qui sont également vendus sur une base commerciale. Au Canada, une variété de fournisseurs de services éducatifs publics et privés sont en concurrence pour les étudiant-e-s et les revenus. Donc, il sera difficile de protéger le secteur de l'éducation (et d'autres services publics) des profiteurs des compagnies étrangères.

Saper la lutte contre les changements climatiques

Le monde est à un moment critique de la lutte contre les changements climatiques et un appui énorme se développe en faveur des énergies renouvelables. Mais les accords commerciaux permettent aux compagnies d'énergies fossiles de saper les politiques environnementales nécessaires pour lutter contre la crise climatique. Le PTP renforcerait les outils

juridiques qu'utilisent les compagnies, lesquelles ont déjà logé près de 700 poursuites contre plus de 100 gouvernements. Par exemple, une société canadienne, TransCanada, poursuit le gouvernement des États-Unis pour 15 milliards \$ en vertu de l'ALENA, exigeant une compensation pour

En Janvier 2016, le Comité central a élu pour la première fois une femme en tant que cheffe du PCC, la camarade Elizabeth Rowley. Membre du Comité exécutif central pendant de nombreuses années, la camarade Rowley était la cheffe du Parti en Ontario depuis 1988, et une figure de premier plan dans la lutte contre la liquidation du Parti durant les années 1990. Elle a également été élue commissaire d'écoles publiques, et est une contributrice régulière de *People's Voice* pour un éventail de questions politiques, provinciales, municipales et syndicales.



Liz Rowley, chef du PCC



Miguel Figueroa (à gauche) avec Gerardo Hernandez

le rejet du projet de pipeline Keystone XL par l'administration Obama.

Menace contre les peuples autochtones

Le PTP contient des clauses qui garantissent une protection « non-discriminatoire » pour les compagnies transnationales qui cherchent à exploiter les ressources naturelles situées sur des territoires autochtones. En Équateur, le géant pétrolier Chevron-Texaco a été condamné à une forte amende pour avoir causé de graves dommages à l'environnement sur les territoires autochtones entre 1964 et 1992. En dépit du jugement, Chevron continue de retarder l'application du jugement grâce à des recours judiciaires en appel. Dans de tels cas, des accords comme le PTP priorisent les intérêts des compagnies plutôt que les droits humains.

Guerres et exploitation

Décrit par un secrétaire à la Défense des États-Unis comme aussi «important qu'un porte-avions», le PTP est un élément-clé de la politique américaine «Pivot vers l'Asie». Le PTP est un élément-clé des efforts des blocs économiques impérialistes pour contrôler les ressources et une main-d'œuvre à bon marché, pour écraser la résistance de la classe ouvrière et isoler des rivaux potentiels comme les pays du BRICS (acronyme pour : Brazil-Russia-India-China and South-Africa). La mondialisation capitaliste et la quête de profits excessifs pavent la voie à une «spirale vers le bas» sans fin des salaires, des conditions de travail et de vie, et pour de nouvelles guerres impérialistes meurtrières.

Un impact disproportionné sur les femmes

En élargissant aux intérêts des compagnies transnationales l'accès au secteur public, le PTP affecte de manière disproportionnée les femmes qui constituent la majorité des

employé-e-s du secteur public. De même, la perte de recettes publiques en raison des poursuites des investisseurs privés, réduit les fonds disponibles pour l'éducation, les soins de santé, les programmes sociaux et le logement social, le tout ayant un impact extrêmement négatif sur les femmes.

Luttons – agissons !

Le PTP signifie même une domination encore plus grande du monde par les grandes compagnies, avec des conséquences comme le chômage massif, la privatisation, l'austérité, la guerre et la dévastation écologique. Ces accords vont préserver la richesse et le pouvoir dans les mains du 1%. Au lieu de cela, le Parti communiste du Canada se bat pour aider à réunir un front international démocratique et anti-impérialiste de la classe ouvrière et des forces progressistes à travers le monde, pour faire face à la puissance débridée du capital financier international. NON aux accords commerciaux capitalistes comme le PTP, PTCI, CETA, et l'ALENA! OUI au commerce équitable et équilibré et à la coopération économique qui protège les bons emplois syndiqués et qui relève le niveau de vie, qui est basée sur la paix et le désarmement, sur le respect de la souveraineté de tous les États, de la démocratie et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la solidarité, de l'environnement et du développement durable!

Que pouvez-vous faire pour aider à mobiliser contre le PTP? Voici quelques idées:

- Exhortez votre syndicat ou groupe communautaire à adopter une résolution et à s'organiser contre le PTP.
- Écrivez une lettre au journal.
- Dites à votre député de voter non au TPP.
- Téléchargez notre pétition et faites circuler parmi vos amis et collègues.



LUTTES SYNDICALES ET POPULAIRES AU QUÉBEC

Le 38^{ième} congrès central du Parti communiste du Canada se tiendra durant la fin de semaine du 21 au 23 mai à Toronto. Clarté publie ici quelques extraits du rapport politique soumis au débat dans les rangs du Parti en préparation du congrès. Nous invitons les lectrices et les lecteurs à lire le texte intégral sur le net à l'adresse suivante : communist-party.ca et de nous faire part de leurs commentaires si elles et ils le désirent. Le texte qui suit se rapporte aux luttes syndicales et populaires au Québec.

...Au Québec, il y a eu une approche plus militante. La lutte contre la dernière attaque sur l'assurance-emploi en est une illustration. Prenant effet en Janvier 2013, cette réforme faisait partie du projet de loi «omnibus» C-38, adopté en Juin 2012 par le gouvernement Harper, et a été l'une des pires attaques contre l'assurance-emploi depuis les années 1980. La loi coupait les prestations d'assurance-emploi pour les chômeuses et les chômeurs qui n'acceptent pas tout emploi à un salaire inférieur de 30% de leur dernier emploi, et jusqu'à 100 km de leur lieu de résidence.

Une mobilisation sans précédent contre cette «réforme» et pour exiger la restauration d'un système complet et universel assurant une véritable protection pour les travailleuses et les travailleurs qui en ont besoin, a été développée à l'initiative du mouvement syndical québécois et des organisations de chômeuses et de chômeurs. Beaucoup de réunions publiques et des manifestations ont eu lieu dans plusieurs régions du Québec. Une large coalition a émergé, comprenant entre autres, les principaux syndicats tels que la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération québécoise des municipalités (FQM), l'Union des municipalités du Québec (UMQ), l'Union des producteurs agricoles (UPA) et l'Union des artistes (UDA). Les relations ont été également établies avec le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) au Nouveau-Brunswick afin d'étendre la lutte à travers le pays, malgré le refus par la direction du CTC se joindre à la lutte et de sa décision de concentrer ses efforts sur le soutien au NPD dans le prochaine élection fédérale. Cette mobilisation populaire a fortement contribué à l'impopularité des Conservateurs au Québec.

Le 37^{ième} congrès de notre Parti s'est tenu peu après la grève du mouvement étudiant en 2012 au Québec. Lancée contre l'augmentation des droits de scolarité, elle est devenue « une bataille majeure contre les politiques néolibérales du gouvernement Charest et la loi répressive 78, qui avait été introduite dans une tentative vaine d'étouffer le mouvement. ». Cette lutte s'était achevée par la défaite des Libéraux de Charest aux élections provinciales et l'élection d'un gouvernement minoritaire du Parti Québécois qui avait présenté dans ces circonstances, une plateforme électorale progressiste : abolition de la loi 78 ; annulation de l'augmentation des frais de scolarité ; abolition de la taxe-santé et de l'augmentation des tarifs d'électricité ; hausse des impôts pour les riches et redevances accrues sur les ressources naturelles, et ainsi de suite.

Mais après avoir annulé la hausse des droits de scolarité et abrogé la loi 78, le gouvernement péquiste avait rapidement plié l'échine devant les pressions du grand Capital, trahissant presque toutes ses promesses et adoptant plutôt un programme d'austérité. Notamment, il présenta un budget comportant une hausse substantielle des tarifs de garderie, décrite comme un « choc tarifaire » par l'opposition libérale. Évidemment, plusieurs de celles et ceux qui avaient élu le PQ furent profondément désappointés.

Désespérément à la recherche d'une majorité parlementaire, la stratégie du PQ consistait à préserver son influence sur les électrices et les électeurs de gauche en affirmant plus clairement son attachement à la cause de l'indépendance (élection de P-K Péladeau comme son nouveau chef) et en même temps, de regagner les votes de la droite avec sa Charte des valeurs qui soi-disant devait assurer la laïcité de l'État. En fait, c'était une tactique de division telle que la pratiquaient les Conservateurs d'Harper. Comme nous l'avions dit,

«Le PQ a donc fait le calcul opportuniste que le lancement de sa charte des valeurs lui permettrait de conquérir ou de reconquérir un électorat plus à droite, en particulier celles et ceux qui ont voté pour la CAQ et l'ADQ auparavant, et qui craignent pour leur identité nationale. Sans l'avouer ouvertement, le PQ compte bien profiter des sentiments d'intolérance, de xénophobie et d'islamophobie latents qui existent dans certains segments de la population.»

Mais cette manœuvre a échoué. Le PQ a subi une défaite électorale historique et les Libéraux ont repris le pouvoir avec un nouveau chef, Philippe Couillard, qui avait recruté plusieurs candidates et candidats de la CAQ très à droite.

Aussitôt élu, adoptant de grandes parties du programme d'extrême-droite de la CAQ, le nouveau gouvernement s'est lancé dans une attaque sans précédent contre de nombreux acquis sociaux et syndicaux. Cela inclut une attaque contre les régimes de pensions des employés municipaux ; un projet de loi donnant le pouvoir aux municipalités de décréter les conditions de travail ; un gel de l'embauche dans le secteur public et l'abolition par attrition de 15 000 postes ; des compressions budgétaires sans précédent et coupes de services en éducation et en santé ; la légalisation de la facturation de frais accessoires en santé, en contravention de la loi canadienne sur la santé ; une hausse majeure des frais de garderie et l'élimination de l'universalité ; des coupes majeures dans les prestations d'aide sociale ; des hausses des tarifs, notamment ceux d'Hydro-Québec. Du même souffle, le gouvernement augmente considérablement la rémunération des médecins et se propose de faire de même avec le salaire des députés. Malgré ses finances qu'il prétend à sec, il trouve facilement 1,3 milliard de dollars pour aider Bombardier en difficulté financière.

Dès l'automne 2014, on a pu assister à une mobilisation importante du mouvement syndical, notamment des employés municipaux pour leurs fonds de pension, et du mouvement communautaire, en particulier avec la coalition Main rouge. Inspirée par le printemps-Érable de 2012, l'idée d'une grève politique

dite « sociale » et d'un mouvement de désobéissance civile circule de plus en plus pour répliquer à l'offensive du gouvernement. Durant le printemps 2015 une série d'actions, furent menées par les syndicats, la coalition main rouge et le mouvement étudiant...

Le gouvernement a exigé des syndicats d'importantes concessions dans les conditions de travail et proposé des augmentations de salaire bien inférieures à la hausse du coût de la vie. La mobilisation des travailleurs du Front commun est par conséquent très forte : une manifestation en octobre 2015 a mobilisé 150 000 personnes à Montréal, la plus grosse manifestation syndicale de l'Histoire du Québec. Par ailleurs, les travailleurs ont voté massivement en faveur des 6 jours de grève que leur proposait le Front commun. Un mouvement citoyen en défense de l'école publique qui avait pris corps au printemps 2015 mobilise près de 100 000 parents et sympathisants et encercle les écoles le premier lundi de chaque mois. Pour la première fois de l'Histoire, la majorité de la population soutient les revendications syndicales en dépit des débrayages. Cette mobilisation a forcé le gouvernement à retirer ses demandes de concessions dans les conditions de travail et à améliorer quelque peu ses offres salariales. Aussi, un peu avant les Fêtes de Noël, le gouvernement et le Front commun en sont arrivé à un accord de principe, les deux parties se déclarant satisfaites et le gouvernement soutenant que l'accord respectait son cadre budgétaire...

D'autre part, bien que la négociation du secteur public soit objectivement au cœur de la lutte contre l'austérité, il appert aussi que les directions syndicales ont refusé de l'inscrire dans une lutte politique plus large pour ne la traiter que comme le simple renouvellement d'une convention collective. Or, il était impossible d'obtenir pleinement satisfaction des revendications sans renverser le cadre budgétaire déterminé par le gouvernement, ainsi que son programme fiscal visant à réduire les impôts, particulièrement pour les entreprises. Bien sûr, pour atteindre pareil objectif, il aurait fallu affronter le gouvernement dans une lutte politique plus large.

CINEMA

**Tous les derniers jeudi
du mois à 17h30 au
Centre culturel Simon
Bolivar, 394, boul. de
Maisonnette Ouest**

**L'entrée est gratuite. Suivez nous sur face-
book pour la liste des films et plus de détails!**

AVEOS : DROIT JETABLE, TRAVAILLEURS-EUSES JETABLES, MORALE JETABLE

Par Sam Hammond

William Shakespeare a beaucoup écrit dans ses histoires sur un couple de millénaires d'intrigues, de chaos et d'assassinats de la classe dirigeante dans des dizaines d'œuvres littéraires magistrales. On peut se demander ce qu'il aurait pu faire avec la politique moderne. Imaginez Shakespeare comme observateur de l'échange Brian Mulroney / Karlheinz Schreiber de sacs d'argent en espèces dans des chambres d'hôtel, ou le déménagement des travaux d'entretien d'Air Canada en Israël un an après que Stephen Harper (accompagné d'un chef de la direction d'Air Canada) y ait fait une visite d'État. La corruption, apparemment, est le résultat de coïncidences et même les enquêtes gouvernementales ont commodément échoué à trouver la relation entre la main et le pot de biscuits.

Air Canada a été dedans et dehors du pot de biscuits tant de fois que s'en est tout simplement déroutant. Trans Canada Airlines, TCA, a été créée en 1937 à la demande du gouvernement sous la direction des Chemins de fer nationaux du Canada, alors une société de la Couronne. Elle est transformée en 1965 en Air Canada, encore une société de la Couronne. Elle a été privatisée en 1989 sous le gouvernement Mulroney. Afin de préparer le terrain pour cela, Mulroney, en 1986, a congédié entièrement l'équipe de direction et l'a remplacée par des gens de son propre choix. Les garçons en coulisses étaient désormais dans le petit salon, ou dans le poste de pilotage.

La *Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada de 1988* (LPPCAC) énonce les conditions pour la privatisation d'Air Canada. La sale action ne pouvait se faire sans au moins un minimum de reconnaissance de l'emploi, de la langue et des économies nationales. La LPPCAC a veillé à ce qu'Air Canada continuerait de fonctionner en Français et en Anglais en soumettant la société nouvellement privatisée à la Loi sur les langues officielles (LLO). Une autre disposition exigeait qu'Air Canada maintienne son siège social à Montréal, et des centres opérationnels à Winnipeg, Montréal et Mississauga. La majorité de ses travailleuses et travailleurs d'entretien étaient à Montréal.

La privatisation a eu lieu en 1989 avec l'absorption prévisible par le gouvernement d'une importante dette et la vente à un prix d'aubaine, mais c'est une autre histoire.

En raison de la LPPCAC, Air Canada était soumis à la Loi sur les langues officielles dans son intégralité. La loi obligeait Air Canada non seulement à fournir des communications et des services au public dans les deux langues officielles, mais aussi à maintenir un milieu de travail bilingue. En outre, Air Canada est assujéti à des dispositions qui garantissent l'égalité des chances en matière d'emploi et d'avancement, ainsi que d'une exigence que ses effectifs reflètent la présence des deux communautés de langue officielle. L'importance de cette loi pour les travailleuses et les travailleurs,



Le vendredi 11 mars 2016, Serge Cadieux, secrétaire général de la FTQ, annonçait que la centrale syndicale avait déposé un recours en Cour supérieure contre Air Canada pour exiger que le transporteur national respecte la loi en créant des emplois à Montréal pour la maintenance lourde de sa flotte d'avions. Le 24 mars, le ministre Garneau déposait le projet de loi C-10 modifiant la *Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada*. Le 20 avril dernier, le gouvernement Trudeau imposait son premier bâillon pour couper court aux débats entourant ce projet de loi qui veut rendre légale la perte de 2600 emplois chez Air Canada.

en particulier pour les travailleuses et les travailleurs francophones et leurs syndicats, est évidente.

En 1968, quand il était encore propriété publique, Air Canada a créé *Les services techniques Air Canada* (STAC) une filiale sous la LPPCAC pour gérer son entretien. A cette époque, il avait ajouté à ses installations de Montréal, de Mississauga et de Winnipeg, des travailleuses-eurs d'entretien à Vancouver. Au total, plus de 4000 travailleuses-eurs de maintenance hautement qualifiés y travaillaient, probablement environ 3000 d'entre elles et eux à Montréal, et toutes et tous étaient représentés par le Syndicat des machinistes. En 2003, les nouveaux propriétaires, des investisseurs de capital de risque et un certain nombre

de spécialistes en pillage d'entreprises, avaient réussi à conduire Air Canada sous la protection de la Loi sur les faillites, ce qui a placé la restructuration dans les mains des tribunaux et a ouvert la possibilité d'une cabale de

prise de contrôle sous le nom générique d'*Ace aviation Holdings*. En 2005, Ace Aviation Holdings déplaçait l'entretien de la filiale STCA en tant que membre d'un groupe de sociétés internationales appelé *Réseau Airbus MRO*. Ce fut encore sous, et en conformité avec la LPPCAC; les emplois étaient encore protégés au Canada et la Loi sur les langues officielles était toujours en vigueur. ACTS était encore propriété d'Air Canada, mais participait à un consortium. Lorsque le nom «*Airbus*» apparaît, l'image de Mulroney et des sacs d'argent clignote de manière appropriée sur l'écran.

ACTS jusqu'en 2005 est une division distincte, mais la propriété exclusive de ACE Aviation Holdings / Air Canada et membre d'un consortium appelé Réseau Airbus MRO. Le décor est planté pour une fin de course autour du Parlement et de la LPPCAC; le Syndicat des machinistes est inquiet et les joueurs d'échec capitalistes sont prêts à déplacer des pièces.

En 2007 ACTS achète 80% des actions d'une société d'entretien d'aéronefs appelé AEROMAN, situé à San Salvador et qui fait l'entretien pour la TACA Airlines. Le Syndicat des machinistes sonne la cloche d'avertissement. Cela pourrait conduire à envoyer les travaux d'entretien d'Air Canada à l'étranger, en violation de la LPPCAC. En quelques mois ACTS est acquis à 70% par des investisseurs américains et change son nom en AVEOS. Air Canada acquiert une participation minoritaire dans AVEOS et AEROMAN est séparée en une entreprise autonome.

En 2011, environ 2600 travailleuses-eurs d'entretien d'Air Canada sont transférés à AVEOS, en dépit d'une contestation judiciaire par le Syndicat des machinistes pour empêcher ce transfert. Lentement mais sûrement, Air Canada a commencé à envoyer des travaux d'entretien d'AVEOS en Allemagne, en Chine et au Salvador. Environ 90% des travaux d'AVEOS provenaient d'Air Canada, et leur déplacement à l'étranger était en violation directe de la LPPCAC. Cela a amené AVEOS à déclarer faillite en 2012 et à mettre 2600 travailleuses-eurs dans la rue. En Janvier 2014, le chef de la direction d'Air Canada a accompagné Stephen Harper en visite officielle du Premier ministre en Israël. Un an plus tard, Air Canada signait un contrat d'entretien avec *Israël Aerospace*

Industries, une société entièrement détenue par le gouvernement d'Israël.

Le procureur général du Canada a déposé une poursuite contre Air Canada pour avoir enfreint la LPPCAC, et en Février 2013, la Cour supérieure du Québec a trouvé Air Canada coupable d'avoir enfreint la Loi. En Décembre 2015, la Cour d'appel du Québec a confirmé la décision. Les gouvernements du Québec et du Manitoba se sont joints à la poursuite contre Air Canada avec les deux décisions de la Cour du Québec en poche, mais en Février 2016, le gouvernement du Québec a laissé tomber son litige lorsqu'Air Canada a annoncé qu'il allait acheter 45 avions de Bombardier. Le gouvernement du Manitoba a abandonné son litige lorsqu'Air Canada a promis d'étendre les emplois au Manitoba.

Georges Bujold du Syndicat des machinistes, avec la sagesse acquise à travers de nombreuses batailles, avait averti ses membres qu'Air Canada allait pousser l'affaire jusqu'en Cour suprême et que ça pourrait prendre des années pour avoir une décision. La question qui vient à l'esprit de chacun est : qu'est-ce que le gouvernement fédéral va faire? Va-il modifier la loi? Eh bien voici la réponse et il n'a pas fallu des années.

Le 24 Mars, le ministre fédéral des Transports, Marc Garneau, a déposé un projet de loi qui modifie la LPPCAC et allège les obligations d'Air Canada en ce qui concerne les emplois et les conditions de travail que la compagnie aérienne devait auparavant maintenir au Québec et ailleurs au Canada.

Auparavant, en Février, dans une lettre au ministre Dave Ritchie, le vice-président du Syndicat des machinistes avait ceci à dire; « Cela permettrait à Air Canada de contourner la récente décision de la Cour d'appel du Québec sur cette question, basée uniquement sur vague promesse d'Air Canada d'avoir certains de ses travaux d'entretien effectués au Québec à un moment donné dans le futur, s'il procède à sa promesse d'achat des avions C-Series de Bombardier. » Absolument corrects, mais corrects, militants, vigilants et tenaces, les Machinistes ont été pendant des décennies en défense de leurs membres et de la démocratie parlementaire.

Les Conservateurs refusent de faire appliquer une loi du Parlement et les Libéraux décident que les violations peuvent être traitées en changeant commodément la LPPCAC pour la mettre en conformité avec l'agenda de l'entreprise. Apparemment, pour le souriant jeune Trudeau, la primauté du droit est une affaire qu'on peut prendre à la légère, et la dispersion des emplois canadiens au Salvador, en Israël et en Europe ferait partie du nouvel ordre du jour. PTP quelque part?



À Clarté, nous sommes heureux et heureuses de recevoir vos commentaires et vos lettres. Écrivez-nous à PCQPCC@GMAIL.COM ou à notre adresse postale : 5359 ave du Parc, Suite C, Montréal, Qc. H2V 4G9.

Nous nous réservons cependant le droit de ne pas publier une lettre, ou de n'en publier qu'une partie pour des raisons d'espace et/ou d'éthique.

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE DU VENEZUELA – NON À L'INGÉRENCE IMPÉRIALISTE



Déclaration du Comité exécutif central, Parti communiste du Canada, 19 Avril, 2016

En ce 19 avril 2016, Journée mondiale de solidarité avec le peuple du Venezuela, le Parti communiste du Canada condamne l'ingérence impérialiste en cours au Venezuela, dans le cadre du plan visant à déstabiliser le pays et à provoquer un «changement de régime». Nous sommes dans indéfectiblement solidaires avec le peuple vénézuélien, la révolution bolivarienne et son président élu, Nicolas Maduro, et notre parti frère, le parti communiste du Venezuela. Le PCC appelle toutes les forces de paix et progressistes au Canada à exprimer leur soutien actif envers le peuple vénézuélien, qui seul a le droit de déterminer son avenir politique, social et économique, libre de toute ingérence étrangère.

Le Parti communiste dénonce le décret du 3 mars 2016 du président américain Barack Obama, dans lequel il a déclaré que le Venezuela était une «menace inhabituelle et extraordinaire» pour États-Unis. Nous dénonçons également la déclaration du chef du « US Southern Command », John Kelly, à l'effet que les États-Unis seraient prêts à entreprendre une action militaire contre le Venezuela sous prétexte d'une « crise humanitaire » provoquée par une forte inflation. Ces déclarations reflètent l'escalade impérialiste visant à déstabiliser les développements populaires au Venezuela ainsi que dans toute l'Amérique latine et les

Caraïbes, dans une tentative reconstruire le contrôle des États-Unis sur la région.

Le Venezuela, qui possède les plus grandes réserves de pétrole connues dans le monde, est d'une importance stratégique considérable dans les plans de l'impérialisme visant l'Amérique latine et les Caraïbes. Malgré des victoires électorales consistantes et sa popularité auprès de la majorité des Vénézuéliennes et des Vénézuéliens, le gouvernement bolivarien, dirigé par Hugo Chavez et Nicolas Maduro, a constamment été la cible des élites du Venezuela et du gouvernement des États-Unis, avec le soutien du Canada et d'autres gouvernements impérialistes, pour faciliter le pillage des ressources du pays. Les États-Unis maintiennent actuellement 74 bases militaires dans la région, dont 13 qui entourent le Venezuela, et a dirigé ses armes de destruction massive contre la souveraineté et l'autodétermination des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes.

Le Parti communiste du Canada réitère sa demande à l'effet que le gouvernement du Canada:

- Dénonce et se retire de toute ingérence étrangère au Venezuela, y compris le sabotage économique;

- Reconnaisse véritablement et respecte le droit du peuple vénézuélien à déterminer le cours de son développement social, économique et politique;

- Dénonce le décret interventionniste du 3 mars 2016 du président Obama;

- Poursuive une politique étrangère de paix, de solidarité et de coopération internationale dans ses relations avec le Venezuela.

Le PCC encourage toutes les militantes et militants syndicaux, pacifistes et progressistes au Canada à construire une forte et active solidarité avec le peuple du Venezuela et le gouvernement bolivarien.

BRÉSIL - SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE BRÉSILIEN: NI COUP D'ÉTAT, NI PACTE FAUSTIEN!

Par Adrien Wesh

Avant même la réélection de Dilma Rousseff à la Présidence du Brésil, la bourgeoisie monopoliste nationale et la «droite continentale» pro-États-Unis ont redoublé d'efforts pour empêcher la coalition dirigée par le Parti de travailleurs (PT), au pouvoir depuis 2002, de briguer un nouveau mandat. Au lendemain du scrutin du 26 octobre 2014, ces nostalgiques de la période de la dictature ont clairement dévoilé leur intention de tout mettre en branle pour saper le travail du gouvernement démocratiquement élu.

Instrumentalisant la grogne populaire contre l'inaction du gouvernement envers les conséquences de la crise du capitalisme, les forces réactionnaires se sont saisies du scandale de corruption et de malversation de Petrobras auquel de nombreux cadres du PT sont liés, dont l'ancien président Lula.

Plus qu'une question de justice, ce procès est politique: il est de notoriété publique que les plus vocaux partisans de la destitution du gouvernement ont eux-même baigné dans des scandales de malversation. De plus, la destitution de la Présidente de la République Dilma Rousseff - une des rares à n'avoir trempé dans aucun scandale de corruption - le 17 avril dernier, qualifiée de «coup d'État constitutionnel» par les mouvements progressistes à travers le monde, a dévoilé à nouveau les intentions de ceux qui, au nom du «peuple», ont appelé à la mobilisation contre le gouvernement.

S'il est important de se mobiliser contre ce «coup de palais», il reste que le PT a, d'une certaine façon, creusé sa propre tombe. Tant le régime de Dilma

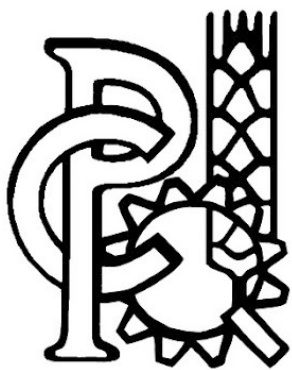
que celui de Lula ont été mus par une même politique: celle de la conciliation entre les intérêts des travailleurs et ceux du patronat du Brésil. Aucun de ces gouvernements n'a réellement répondu aux besoins de la population. Aucun coup de grâce n'a été porté au système capitaliste dont le patronat a profité jusqu'à ce que les effets de la crise économique se fassent ressentir.

Si aujourd'hui les chefs d'entreprise entretiennent une haine envers le gouvernement, ce n'est pas, à l'inverse de ce qui se produit au Venezuela et ailleurs en Amérique Latine, à cause des politiques progressistes du PT, mais plutôt à cause de sa lenteur à implanter des réformes d'austérité.

Il n'en demeure pas moins que le gouvernement brésilien, malgré ses contradictions, s'oppose aux gouvernements de droite pro-États-Unis et aide au développement de plusieurs pays en Amérique Latine. La déposition du gouvernement Dilma porterait un coup dur aux mouvements progressistes du continent et forcerait le Brésil à retourner aux heures sombres de la dictature. Il ne saurait donc y avoir d'autre issue que le retour de la Présidente Rousseff et une radicalisation de son gouvernement afin d'en faire un réel mouvement populaire.



Dilma Rousseff



PARTI COMMUNISTE DU QUÉBEC, SECTION DU PARTI COMMUNISTE DU CANADA

5359, AVENUE DU PARC MONTRÉAL, H2V 4G9 (438) 338-8890
PCQ@CPC-PCC.CA

WWW.PARTICOMMUNISTEDUQUEBEC.CA



rebel youth
inside
REVOLUTION, FREEDOM & STRIKE - BOMBS OF DEATH
North America and the world
the pain of war

abonnez-vous à **Rebel-Youth**, la revue anglophone de la **Ligue de la jeunesse communiste du Canada!**

Toute l'info sur www.ycl-ljc.ca

People's VOICE
Read the paper that fights for labour, peace, equality & socialism!

\$30 for 1 year \$50 for 2 years
 Low income special rate : \$15 for 1 year

Name _____
Address _____
Phone _____

Send to : People's Voice,
706 Clark Drive, Vancouver, BC, V5L 2J1

Les 30 octobre et 1er novembre 2015 se tenait à Istanbul en Turquie la 17^{ième} conférence internationale des partis communistes et ouvriers. Le Parti communiste du Canada y était représenté par Miguel Figueroa. Nous reproduisons ici la contribution du PCC ainsi qu'une résolution qu'il a parrainée en appui au mouvement BDS contre l'apartheid israélien et qui a été soutenue par 42 partis.

« UN REFUS MASSIF DES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ ET DU MILITARISME »

Contribution à la 17e Rencontre internationale de partis communistes et ouvriers présentée par le chef du parti communiste du Canada Miguel Figueroa.

Nous souhaitons d'abord nous joindre aux autres voix solidaires envers notre hôte, le Parti communiste de la Turquie... Cette région du monde se retrouve à la croisée des chemins. Les nuages noirs de la guerre y tournent en permanence et les forces impérialistes y fomentent des conflits nationaux et religieux pour étendre leur hégémonie. Cette région est aussi au prise avec une crise humanitaire et migratoire de grande ampleur. Le rôle de votre parti et celui des partis communistes et ouvriers au Moyen-Orient est plus important que jamais.

Les tâches concrètes que nos partis et l'ensemble des mouvements anti-impérialistes et révolutionnaires doivent accomplir découlent d'une évaluation objective de la dynamique générale et systémique du capitalisme actuel. À notre avis, les contradictions inhérentes à la base de ce système mûrissent à un rythme accéléré et provoquent des crises interreliées qui furent exacerbées au cours de la récente période.

La principale contradiction est, bien évidemment, celle du conflit historique entre la classe ouvrière et la classe capitaliste au pouvoir. Empêtrés dans une union et une lutte dialectique, ils occupent une place centrale dans le processus de production. Partout, la lutte des classes s'intensifie alors que le capitalisme monopoliste d'État aspire à faire baisser le prix de la force de travail pour renverser la dégringolade du taux de profit et, du même coup, préserver leur domination de classe aux dépens des travailleurs et leurs droits.

Dans le contexte canadien, cette réalité prend forme dans l'offensive tous azimuts de la classe capitaliste contre les salaires et les conditions de vie des travailleurs et la disparition des emplois permanents et à temps plein, principalement dans le milieu industriel, et leur remplacement par des emplois à temps partiel, contractuels ou précaires. On remarque aussi des disparités sociales grandissantes entre les super-riches et la vaste majorité de la population, la propagation de la pauvreté et de l'insécurité et une offensive accrue contre les syndicats, les lois du travail et les droits des travailleurs en général.

L'État canadien joue un rôle significatif dans l'offensive capitaliste avec des programmes d'austérité, par l'affaiblissement et la privatisation des programmes et services publics et des filets sociaux, par l'imposition de

traités internationaux de commerce et d'investissement comme l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne et le Partenariat transpacifique (PTP) en plus d'attaques judiciaires et législatives incessantes aux droits des syndicats ouvriers.

Un autre aspect de cette offensive de l'État capitaliste, que notre parti garde en vue dans son travail, est la militarisation, l'agression impérialiste et la guerre. Au cours de la dernière décennie, le Canada a joué un rôle particulièrement actif et belliqueux au sein de l'alliance impérialiste qu'est l'OTAN. Il s'est principalement illustré dans l'occupation de l'Afghanistan, en Libye, avec son appui au régime fasciste de Kiev et par son soutien inconditionnel à l'État d'Israël. Les dépenses militaires ont augmenté, de nouveaux avions de combat furtifs et bateaux de guerre furent annoncés et le Canada augmente actuellement le nombre de ses bases à l'étranger.

Une autre priorité de notre parti est la lutte pour défendre et étendre les droits démocratiques de la population et combattre tout empiètements au droit à la dissidence politique, toutes violations des libertés civiles et sanction de lois autoritaires, proto-fascistes et «



dystopiques » comme C-51 (la nouvelle « loi antiterroriste ») par les différents paliers de gouvernement. Nous luttons aussi contre toutes formes de racisme et d'islamophobie, contre les groupes fascistes qui les utilisent pour diviser la classe ouvrière, pour l'émancipation et l'égalité sociale de la femme et des minorités sexuelles ainsi que la lutte en solidarité avec les demandes justes et les droits nationaux des Premières nations du Canada et du Québec.

Finalement, notre parti compte parmi ses grandes priorités la participation active dans le mouvement environnementaliste, particulièrement dans son effort d'atténuation et d'inversement des changements climatiques, lesquels touchent sévèrement la classe ouvrière, la paysannerie et les pauvres et marginalisés autour du monde. Nous ressentons une responsabilité particulière sur cet enjeu, non seulement parce que le Canada est parmi l'un des pires pollueurs par habitant, mais également à cause du rôle du gouvernement Harper sur la scène internationale dans l'obstruction de tous les accords internationaux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Une politique intéressée qui sert les grands monopoles énergétiques et miniers canadiens.

La récente élection fédérale doit être vu dans ce contexte. À notre avis, la défaite du gouvernement Harper constitue une victoire significative pour la classe ouvrière, pour les Premières nations, pour les femmes, la jeunesse, les étudiants, pour les chômeurs et les travailleurs précaires et pour la communauté LGBTIQ. Ce fut une victoire pour tous ceux qui sont dédiés à la paix et au désarmement, pour l'action directe pour lutter contre les changements climatiques et pour l'équité et la justice sociale. Les résultats reflètent un refus massif des politiques d'austérité et du militarisme des conservateurs d'Harper par la population canadienne.

Nous ne nous faisons pas pour autant d'illusions sur la nouvelle majorité libérale de Justin Trudeau actuellement au pouvoir. Le parti libéral est lui aussi un parti bourgeois fidèle aux grandes entreprises; il n'a pas changé son orientation politique ou de classe. Il demeure résolu à la mise en place de la doctrine néolibérale dans le pays et une politique impérialiste à l'étranger.

Nous pensons toutefois que de ne pas considérer les résultats comme un remplacement inutile d'un gouvernement bourgeois par un autre. Le gouvernement Harper fut le gouvernement le plus anti-ouvrier, anti-démocratique, belliciste et misogyne de l'histoire canadienne. Cette défaite ouvre un nouvel horizon politique, non seulement pour réparer les dégâts causés par l'ancien gouvernement mais également pour remporter de nouvelles demandes politiques, économiques et démocratiques. Cette nouvelle manche demandera une lutte politique et organisationnelle pour stimuler les mouvements extraparlimentaires et un effort idéologique pour se dépouiller des illusions à propos du rôle et du caractère éminemment bourgeois du gouvernement libéral...

Soutenons le boycott, le désinvestissement et les sanctions contre Israël

Acheter des produits d'Israël, c'est soutenir l'apartheid.



Co-parrainé par le Parti communiste de Grande-Bretagne, le Parti communiste du Canada, le Parti communiste de l'Irlande, le Parti communiste libanais, et le Parti communiste sud-africain.

Nous, partis soussignés participant à la 17^{ième} conférence des partis communistes et ouvriers (Istanbul, le 30 Octobre - 1 Novembre, 2015), nous entendons pour soutenir et promouvoir activement le

mouvement international pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions contre Israël jusqu'à ce qu'il cesse ses violations des droits fondamentaux du peuple palestinien.

Les Palestiniennes et les Palestiniens ont souffert durant des générations dans les camps et les prisons israéliennes, faisant face à la torture et à la mort, et aux bombardements israéliens de leurs écoles et de leurs foyers. Aujourd'hui, elles et

ils sont emmurés, coupés de l'accès à l'eau des nappes aquifères, de l'accès à Jérusalem, de la pêche et de l'agriculture. Gaza est traitée comme une prison par les Israéliennes et les Israéliens et le reste de la Palestine est colonisée, et divisé en townships.

Cette campagne - qui comprend de boycotter l'achat de produits et de services israéliens, de désinvestissement et de sanctions économiques contre Israël - est une forme non-violente d'action politique qui a eu un effet par le passé (par exemple contre l'apartheid en Afrique du Sud) et commence à montrer son effet sur l'économie israélienne.

La nomination d'un ministre à un portefeuille anti-BDS au cabinet israélien indique que le gouvernement sioniste de Netanyahu craint que ce mouvement va croître. La participation active de nos partis dans cette campagne peut contribuer à la coordination internationale et aider à construire un vaste front en solidarité avec le peuple palestinien dans sa lutte pour la justice et l'autodétermination.

42 Partis communistes ont signé cette déclaration.

Pour la liste des signataires, rendez-vous sur notre site web au particommunisteduquebec.ca

LA FSM SOUHAITE UN 1^{ER} MAI MILITANT À LA CLASSE OUVRIÈRE

1er Mai, jour de la classe ouvrière internationale.

La Fédération Syndicale Mondiale, à l'occasion de la journée internationale des travailleurs le 1^{er} mai 2016 adresse ses salutations militantes à tous les hommes et les femmes de la classe ouvrière dans le monde et aux 92 millions de membres de la FSM répartis en 126 pays.

Hommes et femmes, jeunes ou âgés, ayants un emploi ou chômeurs, migrants et réfugiés, la Fédération Syndicale Mondiale vous souhaite force, détermination et courage dans vos luttes de petite ou large échelle.

Les multinationales, les gouvernements, les forces néo-fascistes et racistes, les mécanismes impérialistes redoutent ce jour emblématique parce qu'il est le symbole de l'internationalisme ouvrier, le symbole de la lutte, le symbole de l'unité de la classe ouvrière. Ce sont nos armes les plus efficaces dans nos luttes pour une vie meilleure, contre la pauvreté et les guerres suscitées par la barbarie capitaliste.

En construisant des syndicats de masse, forts, inspirés par la lutte des classes, démocratiques et militants nous renforçons la FSM.

En renforçant la FSM comme une organisation enracinée dans la classe ouvrière, à sa base internationaliste et unitaire, nous renforçons nos syndicats.

Dans tous les pays du monde, par toute forme d'action nous revendiquons nos besoins contemporains, nos droits de travailleurs, nos droits sociaux et syndicaux.

Notre réalité de misère, de chômage, de pauvreté et de guerre en contraste avec le progrès technologique et scientifique et la richesse que nous produisons, prouve que le mode de production capitaliste est pourri et dépassé.

Nous rassemblons nos forces et nous construisons notre alliance sociale avec les couches populaires contre l'exploitation et la barbarie capitaliste.

A l'occasion du 1^{er} Mai nous voulons encore une fois envoyer notre message de solidarité internationaliste aux peuples de Palestine, de Libye, de Syrie, du Liban, de l'Iraq, de l'Afghanistan, du Yémen et à tous les peuples qui souffrent des

attaques impérialistes et qui luttent pour leur droit de décider par eux-mêmes de leur présent et de leur futur.

Cette année 2016, le 17^{ème} Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale va rassembler les représentants du mouvement syndical de la classe ouvrière

internationale dans le pays héroïque de l'Afrique du Sud. Du 5 au 8 Octobre 2016 des milliers des délégués, vrais militants, syndicalistes de tous les continents vont se rassembler à Durban, ils vont analyser les développements globaux et régionaux, ils vont échanger des expériences et des propositions, ils vont décider de la stratégie et du plan d'action de la FSM pour les prochaines cinq années.

Avec ce Congrès nous faisons un pas décisif en avant pour le mouvement syndical international de classe. « En avant ! Pour les besoins contemporains de la classe ouvrière, contre la pauvreté et les guerres suscitées par la barbarie capitaliste ».

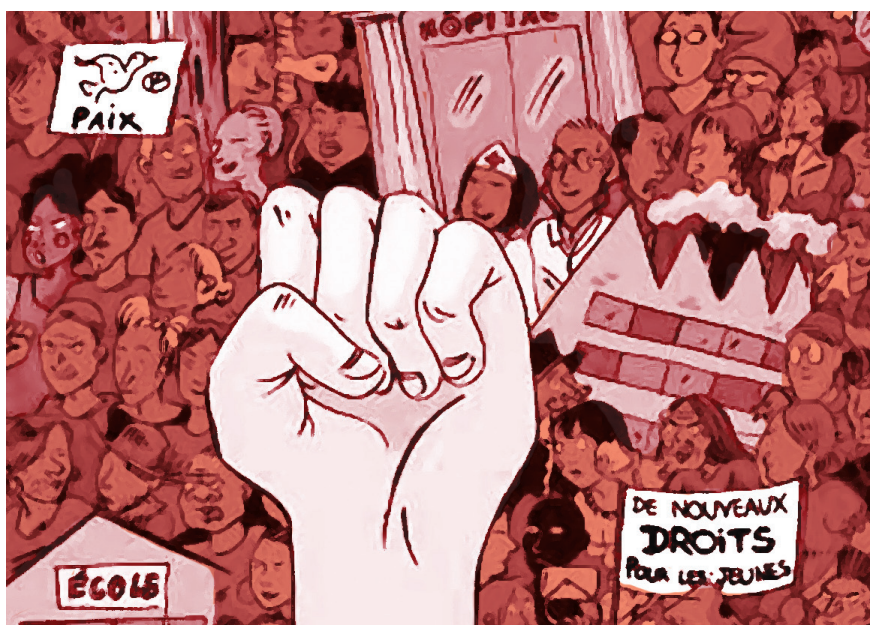
Le Parti communiste du Québec est un parti dédié à la défense des intérêts de la classe ouvrière. Ses membres sont actifs au sein des syndicats, des organisations communautaires et populaires, auprès des jeunes, du mouvement des femmes et des organismes de solidarité internationales. Les rangs du PCQ sont ouverts à tous ceux et celles qui veulent lutter contre l'exploitation et contre toutes les formes d'injustice, en particulier l'oppression du peuple québécois, et pour l'abolition du système capitaliste et son remplacement ultime par le socialisme, puis par le communisme. Pour parvenir à ces objectifs, nous croyons essentiel que la classe ouvrière s'unisse et conquière, en alliance avec les autres couches exploitées de la population, le pouvoir politique. Les membres du PCQ font également partie du Parti communiste du Canada (PCC). Le PCQ possède cependant un statut particulier au sein du PCC. Ce statut découle de la reconnaissance au sein du mouvement communiste du fait national québécois. Depuis sa fondation, en 1921, le Parti communiste a accumulé une grande expérience. Son histoire est intimement liée à de nombreuses avancées des mouvements ouvrier et populaire. Joignez vous à un parti dont les différentes composantes, d'un bout à l'autre du pays, oeuvrent sans relâche pour contrer le discours néo-libéral, favoriser le développement d'un mouvement de riposte et faire progresser le combat social.

1^{er} JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS
Mai 2016

Des Syndicats FORTS
Massif | Démocratique | Militant

Une FSM FORTE
Stable | De classe | Unitaire

Fédération Syndicale Mondiale
Congrès Syndical Mondial
5 - 8 octobre 2016, Durban, Afrique du Sud



Un journal pour le peuple, pas pour les profits!

NOM: _____
ADRESSE: _____



6 numéros pour 25\$

Envoyez ce coupon à: Clarté App. "C"
5359 Ave du Parc,
Montreal, H2V 4G9
Faites votre chèque à l'ordre de "Clarté"